

# Une économie résiliente, mais attention au rythme des réformes !

L'économie marocaine fera encore preuve de résilience cette année, indique le Fonds monétaire international dans son rapport sur le pays. Il table sur une hausse progressive de la croissance, avec une réduction des déficits jumeaux, de la dette publique, une inflation modérée et une montée en puissance des exportations automobiles notamment. Mais l'institution de Bretton Woods recommande d'accélérer le rythme des réformes engagées.



La croissance s'établirait à 3,7% cette année, pour atteindre 4,5% en 2024.

**É**conomie résiliente pour le Maroc cette année. C'est ce qu'indique le Fonds monétaire international (FMI), dans son rapport relatif à la mission effectuée fin 2019 au Maroc suite à la reconduction de la Ligne de précaution et de liquidité. La croissance du PIB s'établirait ainsi à 3,7% cette année, avant de monter à 4,5% en 2024. Une croissance tirée principalement par une augmentation de la demande intérieure et l'amélioration des activités agricoles. Alors qu'il a tablé, fin 2019, sur une inflation de 1,1% en 2020, le FMI a revu ses prévisions à la hausse de 0,1 point, et s'attend à 2% à moyen terme. Le déficit budgétaire devrait tomber à 3,8% du PIB cette année, réduisant ainsi le besoin de financement public à 3,5% du PIB.

Après 2021, ce déficit diminuerait pour se stabiliser à environ 3% du PIB, «alors que les recettes de privatisation attendues contribueraient à réduire la dette publique de près de 60% du PIB à moyen terme», prévoit le FMI. Le déficit du compte courant emprunterait également une courbe descendante (3,9% du PIB en 2020), pour se situer à 2,8% à moyen terme. Ces performances seraient réalisées grâce, particulièrement, à la montée en puissance des exportations automobiles et d'une facture énergé-

tique modérée. Toutefois, ces prévisions dépendent étroitement du rythme des réformes entamées par le pays et des engagements pris par le gouvernement, préviennent les rédacteurs du rapport. Ces réformes sont liées principalement à la flexibilité du régime de change, la fiscalité, la gouvernance, le marché du travail et l'environnement des affaires. «Des retards dans la mise en œuvre des réformes budgétaire et fiscale et de la masse salariale publique pourraient affecter les perspectives de crois-

sance, impacter les équilibres budgétaires et l'objectif de réduction de la dette publique à 60% du PIB. Ils pourraient également contribuer à des tensions sociales qui, à leur tour, affecteraient négativement la demande extérieure, en l'occurrence le tourisme et les IDE», avertit le FMI. Des risques qui pourraient être amplifiés par une hausse des prix du pétrole, l'incertitude de la conjoncture mondiale et des perspectives de croissance mitigées dans la zone euro. ■

Mohamed Amine Hafidi